

Bulletin d'histoire politique

Oublier et disparaître

Béatrice Richard



Volume 5, numéro 1, automne 1996

L'enseignement de l'histoire au Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063588ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063588ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Richard, B. (1996). Oublier et disparaître. *Bulletin d'histoire politique*, 5(1), 64–72. <https://doi.org/10.7202/1063588ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Oublier et disparaître



Béatrice Richard,
Candidate au doctorat en histoire, UQAM

Le rapport du groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire, déposé le 10 mai dernier, *Se souvenir et devenir* promet des lendemains qui déchantent à ceux qui, naïvement, espéraient les lumières d'une renaissance de l'enseignement de l'histoire au Québec ou, mieux, se réjouissaient de la reconnaissance officielle de l'histoire comme outil de formation critique. Au moment où la bonne nouvelle est sortie dans les médias — on recommandait enfin d'augmenter le nombre d'heures d'enseignement en histoire et de rendre l'étude de celle-ci obligatoire —, personne n'a posé la question: «Mais au fait, de quelle histoire parle-t-on? de quel contenu? et un contenu défini par qui et pour quoi?» Là réside le noeud du problème. Là se pose toute la question de la fonction de l'enseignement de l'histoire dans une société en mal d'identité.

Après avoir pris connaissance du rapport, la politologue Josée Legault, la première, a osé dire tout haut que le roi était nu, ou presque, c'est-à-dire dépouillé de ses habits franco-québécois. De fait, l'auteur se désole du multiculturalisme et de la rectitude politique qui imprègnent le document avec pour résultat l'ignorance de la nation québécoise ou de sa majorité francophone: «Ce rapport n'offre pas de projet d'histoire véritablement nationale aidant à former des citoyens québécois à part entière et à mieux intégrer les immigrants, écrit-elle. Son idéologie étant ce qu'elle est, on aurait pu économiser notre argent en recyclant de vieux textes de Patrimoine Canada.»

Après avoir lu le document, je ne peux que souscrire à l'analyse de Mme Legault. À la décharge des auteurs du rapport, reconnaissons d'emblée que définir les programmes d'histoire nationale est devenu une tâche délicate, éclatement des États-nation, migrations démographiques et mondialisation obligent, et je ne parle pas des nouveaux génocides issus de luttes

inter-ethniques et intra-étatiques. Bref, la nation souffre d'une image plutôt désordonnée par les temps qui courent. Et les clichés lourdauds de s'empiler dans les consciences, même les plus éclairées: la nation serait un vecteur de guerre obligé, d'hystérie collective, le nationalisme, une forme de maladie mentale. «Regardez Hitler! Le portrait craché de Lucien Bouchard.» Je n'invente rien, ces propos tenus récemment par une députée fédérale libérale, je les ai entendus sourdre dans des soupers entre intellos branchés franco-québécois.

Heureusement, le rapport *Se souvenir et devenir* le prouve, les Franco-québécois éclairés ont le multiculturalisme facile lorsqu'il s'agit de se laver de leur péché nationaliste originel! C'est l'idéologie du «tout le monde il est différent, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, sauf le Québécois "de souche"» toujours suspecté d'entretenir un nationalisme mystique digne de celui de nos frères des écoles chrétiennes. À lui de faire un effort pour comprendre l'«autre» et de se fermer la gueule! Son salut en dépend.

Si au moins, on avait le courage de proposer le modèle d'une nation fondée sur les principes du contrat social, une nation résultant de l'adhésion volontaire de ses membres, ce qui en ferait une réalité politique! Un État possible. Mais non, jusque dans le groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire, on défend implicitement une conception néo-romantique donc fumeuse de la nation qui récuse le processus de formation nationale et insiste sur les différences ethniques — naturelles? — de ses membres. Pour lier la sauce on se fie à une très hypothétique et très new-age «harmonisation» des «valeurs» présumées hétérogènes de tout celle belle pluriethnicité — qui pourtant tête le même Coca-cola, bouffe le même MacDo, tond le même gazon et carbure au même signe de piastre que le voisin peu importe son origine — au lieu de proposer un lieu politique définisseur de valeurs et de repères communs ouvert au genre humain. C'est l'ère du chacun en soi et pour soi érigé en système politique, la légitimation des ghettos, des clans à saveur vaguement féodale.

Dans un tel contexte, l'idée d'enseigner l'histoire d'une nation québécoise de souche française fait par conséquent figure d'infecte crotte de chien au beau milieu du salon de nos penseurs officiels. Il fallait donc neutraliser la «chose» à grands coups de désodorisant, ce que les signataires du rapport sur l'enseignement de l'histoire n'ont pas manqué de faire. Aussi, fidèle à l'idéologie dominante, le groupe de travail invite-t-il l'élève et les professeurs à «s'ouvrir à d'autres sociétés que la sienne», à l'histoire des «communautés culturelles», aux «civilisations non occidentales», à l'histoire des «femmes»,

des autochtones et... à l'acceptation de l'irrationnel — comme si on avait besoin de se forcer dans un pays qui enseigne l'astrologie à l'école! En effet, il faut désormais tenir compte du «recul de l'idée de progrès» (?)... Cerise sur le sundae, on préconise une formation spéciale des enseignants du primaire sur «l'ethnocentrisme». Ce chapelet de bonnes intentions serait ma foi insipide s'il ne faisait office d'odieux cache-texte.

Le concept d'«ethnocentrisme», en particulier, ce nouveau péché des temps post-modernes, devrait être manipulé avec plus de précaution. En effet, cette tarte à la crème de nos «intellectuellement corrects» patentés risque un beau jour de leur rebondir en pleine figure.

1) Ce concept nie la spécificité même de la culture occidentale qui a toujours été justement de s'intéresser aux autres cultures — souvent maladroitement, certes, et rarement pour les bonnes raisons, mais faudrait quand même pas jeter le bébé avec l'eau du bain!

2) En recommandant une formation en «ethnocentrisme» — je n'ose en imaginer le contenu! — pour les enseignants du primaire, les signataires du rapport offensent cette catégorie d'enseignants, laissant entendre que ses membres sont des idiots; il offense aussi le «peuple» québécois en insinuant qu'il est composé de gens fermés et obtus, ce qui reste à démontrer!

3) Si je comprends la logique des signataires, il faudrait par conséquent censurer le féminisme, discours spécifiquement bourgeois et occidental, enraciné lui-même dans une réalité socio-économique spécifiquement bourgeoise et occidentale, qui prétend imposer son modèle à l'échelle de la planète — demandez aux Iraniennes intégristes ce qu'elles pensent de la lutte des féministes lesbiennes yankees à Pékin!

4) Il faudrait aussi informer enseignants et élèves que les mouvements de mobilisation contre le Sida sont de nature extrêmement ethnocentrique — qui se préoccupe des Zaïrois décimés par le HIV, à quand une levée de fond pour ces pays incapables de se payer des seringues jetables? Ce sont nos éphèbes blancs, blonds aux yeux bleus et séropositifs qui mobilisent les groupes de pression et font la manchette. On pourrait allonger la liste in extenso... Bref, si le Québécois francophone et sa blonde veulent vraiment se décroter de leur ethnocentrisme, il y a du ménage à faire dans les idéologies et les causes dominantes.

Mais voilà, ces diverses expressions de l'ethnocentrisme ne sont pas spécifiques au Québec. Chaque pays, chaque culture cultive son propre ethnocentrisme, voit le monde à partir de sa propre histoire, de son propre système de valeurs. C'est ce que l'on appelle tout bêtement l'identité collective. Et pour le coup, vive les différences! Alors, pourquoi créer une police spécifique en ce domaine au Québec sinon pour noyer le poisson de la culture francophone en Amérique du Nord?

Le rapport souffre également d'une grave contradiction structurelle: on se lamente ici sur les lacunes de l'enseignement actuel de l'histoire au Québec, mais c'est pour s'empresse de recommander «une place équitable aux communautés culturelles et à la communauté anglophone au regard du rôle qu'elles ont joué dans l'histoire du Québec et du Canada» sans mot dire sur le sort réservé à la majorité francophone.

Je veux bien. Mais avant de s'intéresser à «l'autre», faudrait au moins commencer par se connaître soi-même! Or ce «soi-même», Sujet collectif et politique implanté au Québec, commence à mon avis avec la souche fondatrice des Français en Amérique du Nord, avec ceux qui ont façonné le territoire québécois. Dans ce rapport, où est la recommandation d'une consolidation du programme d'histoire des Franco-québécois pourtant si gravement lacunaire? Nulle part. D'accord, entièrement d'accord pour accorder leur juste place aux vagues de populations nouvelles qui sont venues se greffer au cours de l'histoire à l'ensemble canado-québécois, pour tenir compte aussi des populations autochtones — au fait, quand les descendants de plus de onze générations de Canadiens français implantés au Québec auront-ils le droit d'être reconnus comme autochtones?

Mais gare aux interprétations abusives et réductrices qui confinerait au déni de la culture française et longtemps catholique de cette portion de l'Amérique du Nord. Qu'on le veuille ou non, les Canadiens français ont fourni leur large part de chevaux vapeurs dans l'évolution du Québec moderne et industriel. Le nier ne peut qu'apporter à plus ou moins brève échéance une perte de cohérence de l'identité sociale, de la conscience d'appartenance des Québécois à une culture singulière, à une histoire propre. Et de cela, on en crève! Vivre ou mourir, il faut choisir.

Le phénomène n'est pas nouveau: des cultures, des nations, des civilisations émergent puis disparaissent, laissant parfois quelques bribes d'héritage, parce qu'elles sont décimées ou parce qu'elle n'ont plus le goût d'exister.

Chute démographique oblige, les Franco-québécois d'aujourd'hui sont à la croisée des chemins: à l'avenir, ils devront soit assumer leur marginalisation dans un ensemble de plus en plus «multiculturel» — anglophone en réalité — ou s'affirmer comme agent intégrateur des nouveaux venus. Il n'existe pas de troisième voie. Une politique nataliste peut-être?

Autre irritant majeur dans le rapport du groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire: la récupération de Clio comme outil de croissance personnelle. Le comte de Ségur écrivait: «La paix c'est l'histoire des sages, la guerre c'est l'histoire des hommes.» Or les sages rédacteurs de *Se souvenir et devenir* nous proposent une histoire trop sage, trop «psy» pour être honnête. Il s'agit de s'ouvrir aux «autres» «dans la compréhension et le respect des différences». Là, on touche le fond du ngangan et de l'idéologie «psy» érigée en morale politique. Et on se prépare un majeur problème de contenu.

Au nom du respect de «l'autre», on s'interdit toute critique de fond. Sans le savoir, ces esprits bien-pensants cautionnent la tolérance répressive des sociétés libérales occidentales si bien définie par Herbert Marcuse. Une fausse tolérance qui, tout en cédant la parole aux chefs de groupes emblématiquement opprimés, «ethnies» — que j'haïs ce substitut politiquement correct au non moins haïssable mot «race»! —, femmes, gays et cie, entretient l'illusion d'un pluralisme qui en réalité s'arrête aux frontières du système marchand. Hypocrisie monstrueuse, cette tolérance d'opérette réduit les leaders «alternatifs» et les intellectuels qui les soutiennent au rôle d'amuseurs publics, de fous du roi. Les débats, les polémiques de ces «contre-pouvoirs» officiels sont en effet admis dans la mesure où ils font office de défouloirs ritualisés et inoffensifs pour les sacro-saintes «lois du marché».

Plus grave encore, la philosophie dominante du «vivre et laisser vivre» qui imprègne le rapport a l'effet pervers de déresponsabiliser l'élève-citoyen face aux affaires de la cité. Comment celui-ci pourra-t-il développer le goût d'être «citoyen» d'une communauté qui lui enseigne que toutes les valeurs, toutes les options sont permises? Dans cette histoire-patchwork où chaque groupuscule d'intérêts a droit à son bout de mémoire, à son morceau de légitimité fondé par l'histoire — et non sur l'histoire, nuance! —, n'a que des droits et libertés, qui pourra désormais ressentir le moindre sentiment de devoir collectif envers la communauté historique qui le porte?

Par ailleurs, lorsque l'on met l'accent sur la «compréhension de l'autre» dans le sens «psy» du terme, comment enseigner l'histoire des luttes de

classe, des révolutions? Avis aux fauteurs de trouble: désormais le prolo doit «comprendre» le bourgeois avant de frapper... et réciproquement! Fadaises. Pour un historien, «comprendre» n'est ni compatir, ni accepter n'importe quoi, c'est se donner les moyens d'arracher un cache-texte aliénant.

La majorité des élèves du Québec sont issus de familles de prolétaires ou en voie de prolétarisation, révolution post-industrielle oblige. La montée des emplois précaires, du nombre de travailleurs autonomes — maquillés en petits entrepreneurs —, l'expansion du travail à domicile comme au XIXe siècle, l'effritement des programmes sociaux, des syndicats, tout concourt à leur préparer un avenir de prolétaires isolés, anesthésiés par la religion du Dieu Dollar. L'histoire de l'internationale des exploités eut été plus «appropriée», ce me semble, pour leur désiller les yeux que celle des «communautés culturelles».

Et comment, avec des présumés si mièvres, si dégoulinants de faux amour universel, enseigner l'histoire des guerres, des révolutions, sans sombrer dans le moralisme épais? On aura une petite idée de ce qui nous attend à ce chapitre en lisant *La Défense du Québec et la famille Tremblay*. Publié par un collectif en 1988, cet essai-fiction est la quintessence du bête: une maman — Jeanne D'Arc Tremblay — entreprend de convaincre son fils de ne pas s'engager dans la vilaine armée canadienne. L'avènement du socialisme passe par la disparition de l'armée, cette «machine à tuer et à obéir». Bonjour les nuances! Gageons que les scories de cette bonasserie largement répandues au ministère de l'Éducation viendront alimenter les chapitres concernant les conflits contemporains.

J'exagère? Alors, je renvoie le lecteur à un exercice du cahier d'apprentissage corrigé de Raymond Duchesne destiné aux enseignants du 4e secondaire, *Histoire du Québec et du Canada*. Publié en 1995 aux Éditions du Renouveau pédagogique, le document circule actuellement dans les écoles du Québec. Intitulé «À la guerre comme à la guerre», l'exercice est censé inciter les élèves à un travail de réflexion sur les effets de la Seconde Guerre mondiale dans la vie quotidienne des «Québécois» (sic).

Neuf personnages d'une même famille, celle de Jos Robitaille, sont mis en situation. L'étudiant est invité à «trouver la suite la plus vraisemblable possible des événements dans chacune des situations qui sont rapportées ci-après.» Quoique les mises en situation renferment parfois quelques perles — Ainsi, Arthémise Robitaille, 25 ans, mariée et mère de famille, fileuse

à l'usine de textile de Montmorency, «appuie la cause féministe», à une époque où le mot féministe n'était pas encore descendu dans la rue! —, l'intérêt de l'exercice réside dans les réponses suggérées aux enseignants. Aucun bon petit Canadien français mâle de souche n'est allé se battre en Europe. Premièrement, maman Mathilda Robitaille, 49 ans, a voté «non» lors du plébiscite «car elle ne voulait pas perdre d'enfants à la guerre». Les mâles de la famille ont échappé au casse-pipe parce qu'ils étaient soit handicapé (Jos Robitaille, 53 ans), soit possiblement caché dans le bois (Rosaire Robitaille, 30 ans), soit marié en catastrophe (Yvon Robitaille, 23 ans). Et tout le monde en usine d'armement pour ramasser les salaires de la guerre! Bref, au nom d'un certain pacifisme, les Québécois passent ici pour une bande de planqués et de profiteurs.

Clichés parmi les clichés, des neuf membres que compte la famille, seuls partiront au front Marie-Louise Robitaille, infirmière «l'aventurière de la famille», engagée dans les C.W.A.C, qui «rêve de visiter le monde» — une autre «féministe»? — et l'Anglais de service, James Smith, 52 ans qui «s'est porté volontaire et à participé à plusieurs combats en Europe» (sic!). Pas mal pour un quinquagénaire... Faut-il le préciser?, cette image anachronique, déformante et injuste de la réalité est peut-être tout ce qui restera dans l'imaginaire des jeunes élèves. Je n'hésite pas à le dire: de tels procédés sont honteux de la part de professionnels de l'enseignement. Entre leurs mains, l'histoire devient une inexcusable machine de propagande au service d'un nouvel ordre néo-libéral qui divise pour régner et récupère l'idéologie non-violente pour mieux réprimer les masses.

Du moment que l'école apprend aux enfants à ne pas être militaristes, racistes ou sexistes, à sourire quand ils sont en colère, l'esprit de liberté et de tolérance est sauf dans notre société, croient les gentils éducateurs. Ont-ils conscience de la charge destructrice de leur démissionnaire tolérance? En se pliant aux diktats du ministère de l'Éducation, la communauté enseignante se fait le vecteur d'une pensée cordée et prévisible comme des bungalows de banlieue, d'une idéologie «mélamine et futon», lisse et indéfiniment lavable, molle et manipulable à souhait. L'histoire devient ici un outil de pacification des consciences, un éteignoir intellectuel au service de l'ordre établi, un outil de croissance personnelle appliqué au passé qui ressemble drôlement à un contrôle des esprits. Heureusement, beaucoup décrochent, ultime sursaut d'un genre humain qui, refusant tout embrigadement stérile, rejetant tout savoir inutile parce qu'utilitariste, se cherche une âme.

Ne nous leurrions pas, l'histoire à la petite école comme à la grande a toujours eu une fonction morale et politique — et non «sociale» donc présumément neutre comme l'insinuent les signataires du rapport. Cette fonction morale et politique de l'histoire à l'école s'inscrit dans une histoire. Instruments de formation civique et morale, les cours d'histoire se sont développés dans la foulée de l'instauration de l'instruction publique obligatoire des États-Nations modernes à la fin du XIXe siècle. Il s'agissait de former la conscience du prolo — juste assez, pas trop — et son sentiment d'appartenance à un ensemble national pour répondre aux besoins croissants d'une industrie avide de main-d'oeuvre docile mais plus instruite. Il s'agissait aussi de nourrir un fantasme tenace du progrès humain illimité. On voit aujourd'hui où tout cela nous a conduits.

Aux niveaux primaire et secondaire, les manuels d'histoire ont servi à transmettre une mémoire collective, à forger une identité commune, tant que cela faisait l'affaire du bourgeois. Personne n'en a jamais fait mystère. Et cette fonction éducatrice de l'histoire par la transmission d'une mémoire commune a longtemps servi à cimenter la communauté autour de ses institutions. Au Québec comme ailleurs. Mais dans le contexte actuel de globalisation des marchés, la culture nationale n'a plus la cote et les fruits du progrès sont réservés à un club de plus en plus sélect. On n'a donc que faire des classes ouvrières «trop gâtées» et trop protectionnistes qui, après avoir porté l'enrichissement des États-nations sur leurs épaules, menacent maintenant la sérénité des marchés en réclamant la part d'un gâteau qui ne leur est plus destiné.

En ce sens, l'histoire enseignée actuellement dans les pays industrialisés est à l'image du nouveau projet de société: atomisée sous prétexte de multi-ethnicité et consensuelle sous couvert de civisme. Elle a adapté sa vocation et son contenu aux nouveaux impératifs économiques et politiques mondiaux. Il s'agit maintenant de former des pions «différents» mais interchangeable, adaptés aux impératifs du grand échiquier consensuel de la mondialisation. Des pions enkystés dans leurs crispations identitaires, donc incapables de se solidariser sur une base socio-politique, et neutralisés par l'idéologie psy — «on est tous différents mais on se respecte». Dans cette entreprise de grand refoulement collectif, on risque bien d'obtenir l'effet inverse de celui escompté, c'est-à-dire de former des esprits fermés au métissage des cultures et des valeurs, cet irremplaçable creuset de la solidarité de classe, du civisme et de la démocratie.

À chacun sa sous-culture cosmétique, sa mémoire — ethnique, sexuelle, religieuse —, tolérable tant que personne ne mord la «main de Dieu», grand démiurge du Marché planétaire. Voilà une conception de la tolérance qui pue le fascisme mou. Pour les Québécois francophones, partie prenante de ce grand «village global», le message du rapport du groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire va dans le sens de cette lame de fond: il ne s'agit même plus en tant que Franco-québécois, bourgeois ou prolétaires, de «se souvenir et devenir», mais bien de se diluer dans une foule de mémoires sans doute légitimes, mais partielles et dénuées de projet rassembleur. Bref, de se faire «oublier et disparaître».